



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

L'APTS invite les élus de l'Abitibi-Témiscamingue à s'opposer au transfert des analyses de laboratoire vers Montréal

Val-d'Or, le 22 août 2016 – Les représentants des membres abitibiens de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) invitent les élus municipaux de la région à se joindre à leur campagne pour contrer le projet OPTILAB, qui vise le transfert à Montréal, au Centre universitaire de santé McGill (CUSM), des analyses réalisées jusqu'à maintenant dans les laboratoires de la région. « Les maires et préfets ne peuvent rester insensibles au fait que ces transferts se solderont par des pertes d'emplois dans la région ainsi que par une augmentation des délais d'attente pour obtenir des résultats et un diagnostic », affirme Jacques-Michel Audet, responsable politique de l'APTS en Abitibi-Témiscamingue.

« Il y a d'autres solutions pour préserver les services de laboratoire et l'expertise en biologie médicale que nous avons développés au fil des ans sur notre territoire, affirme le porte-parole syndical. Le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (CISSS-AT) a lui-même proposé un scénario alternatif au ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), qui demeure à ce jour en attente d'approbation. Québec doit tenir compte des réalités et des besoins des régions. Tout centraliser à Montréal serait une grave erreur. »

Les technologistes médicaux travaillent en contact étroit avec les médecins. Cette proximité permet une réaction rapide dès que le laboratoire détecte un résultat proche d'un seuil critique pour le patient. Ce peut être dans certains cas une question de vie ou de mort. Les technologistes s'inquiètent aussi des risques reliés au transport des échantillons, un enjeu sérieux dans cette région vaste et exposée à des conditions climatiques rudes qu'est l'Abitibi-Témiscamingue.

Pour ces raisons, l'organisation syndicale demande aux élus de s'opposer formellement au déploiement du projet OPTILAB et, à moins que le projet alternatif régional ne soit dûment approuvé par le MSSS, d'appuyer le moratoire réclamé par l'APTS qui permettrait de procéder à des analyses et à des consultations auprès des organismes, du personnel spécialisé et des acteurs concernés. « Le gouvernement doit prouver qu'il est en mesure d'assurer des conditions sécuritaires, ainsi que le respect de la population et des salariés des laboratoires existants, avant de tout démanteler dans la région et de commencer les transferts vers Montréal », affirme Jacques-Michel Audet.

« Nous croyons que les élus municipaux ont à cœur de protéger les acquis, les emplois ainsi que la qualité de vie et les services offerts à la population de la région. C'est pourquoi nous nous adressons à eux pour nous aider à faire entendre raison au gouvernement », conclut-il.

À propos de l'APTS

L'APTS est une organisation syndicale qui regroupe plus de 750 personnes travaillant dans les différents sites du Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue (CISSS-AT) et 32 000 dans le réseau de la santé et des services sociaux à travers le Québec. C'est un acteur incontournable du réseau public car ses membres représentent plus d'une centaine de titres d'emploi distincts dans les domaines du diagnostic, de la réadaptation, de la nutrition, de l'intervention psychosociale, du soutien clinique et de la prévention. L'APTS représente une centaine de personnes travaillant dans les laboratoires en Abitibi-Témiscamingue, soit des technologistes médicaux, externes en technologie médicale, techniciens de laboratoire médical diplômés, bactériologistes, microbiologistes, cytologistes, biochimistes, chargés cliniques et techniques de sécurité transfusionnelle, ainsi que des coordonnateurs techniques et assistants-chefs.

- 30 -

Pour renseignements : Jacques-Michel Audet, répondant politique de l'APTS pour l'Abitibi-Témiscamingue
Téléphone : 819.354.9319 (cell.)